

Le Courrier des Balkans

## Crimes de guerre au Kosovo : des témoins sans aucune protection

De notre envoyé spécial

2 réactions

Sur la Toile :



Mise en ligne : vendredi 25 mars 2011

**La mission européenne Eulex a ouvert une nouvelle enquête préliminaire sur les allégations de crimes de guerre et de trafic d'organes contenues dans le rapport de Dick Marty. Les enquêteurs reviennent vers des témoins qu'ils ont déjà interrogé, mais ceux-ci et leurs familles ne bénéficient toujours pas d'une protection suffisante, malgré le programme mis en place par la mission européenne. Pourtant, sans une véritable protection des témoins, aucune enquête ne pourra avancer. Notre enquête.**

Par Jean Daville



Le Kosovo entre dans une situation de plus en plus complexe : son tour est venu de se confronter à son propre passé et au mythe de la « guerre propre ». Ce processus a toujours été difficile, même pour les pays voisins, politiquement et juridiquement plus solides que le Kosovo. Des procès pour crime de guerre ont déjà commencé au Kosovo et d'autres, encore plus sensibles, pourraient bientôt s'ouvrir. L'un des enjeux essentiels de ce processus crucial pour l'avenir du pays est sans doute la protection des témoins, notoirement insuffisante, ainsi que l'ont dénoncé Dick Marty

ou son collègue Jean-Charles Gardetto, rédacteur d'un autre rapport sur ce sujet pour le Conseil de l'Europe (lire notre interview « *La protection des témoins, « pierre angulaire de la justice et de la réconciliation dans les Balkans* »).

Or, justement, à la recherche de « nouvelles » preuves et informations, Eulex frappe de nouveau à la porte des témoins qui pourrait faire avancer certains des dossiers « remis à jour » par le rapport de Dick Marty. Même si la plupart de ces témoins ne semblent pas avoir donné d'informations fiables sur les trafics d'organes, certains d'entre eux auraient donné des informations sur des crimes commis avant et pendant la guerre par d'anciens membres de l'UÇK, éclaircissant aussi certaines pistes possibles sur la destinée des personnes toujours portées disparues.

Des témoins bénéficiant du programme de protection mis en place par Eulex expliquent que les enquêteurs font sans cesse « pression » sur eux pour obtenir des détails sur les transplantations et le trafic d'organes. « J'ai témoigné pour ce qui s'est déroulé dans la Dukagjin, dans la région de Prizren et Rahovec. J'ai assisté moi-même au meurtre de sept civiles serbes qui avaient été arrêtés dans des villages proches de Rahovec et qui ont été conduits à Kleçka pour y être assassinés. D'autres civils serbes ont été arrêtés, certains ont été transférés en Albanie », explique Z.Z. Ces meurtres auraient été commis entre la fin mai et la fin juin 1999. Nazim Bllaca, un ancien combattant de l'UÇK, qui se présente lui-même comme ancien tueur du SHIK, confirme en partie ces aveux : « des atrocités ont été commises dans cette zone, où j'ai moi-même combattu ».

Une autre personne qui a bénéficié du programme de protection des témoins affirme avoir personnellement participé à l'enlèvement de cinq personnes d'origine albanaise et serbe, en juin 1999 dans le sud du Kosovo. « Notre mission était de les conduire au QG de l'UÇK, où ils étaient interrogés. Je ne sais pas quel était leur destin ultérieur. Les ordres étaient donnés par notre officier, qui a été inculpé pour crime de guerre », explique C.C., qui conteste les allégations de Dick Marty. « La vraie question, ce ne sont pas les transplantations d'organes, mais de connaître l'endroit où les personnes disparues ont été enterrées », ajoute-t-il.

Un autre témoin confirme également qu'Eulex essaye d'obtenir des informations sur les transplantations d'organes. « Je leur ai dit que je n'avais pas de preuves sur les transplantations d'organes, j'ai seulement entendu quelques bruits qui traînent, alors que des meurtres, ça oui, j'en ai vu de mes propres yeux », affirme D.D, qui bénéficie du programme de protection des témoins. Ce programme prévoit un hébergement protégé dans différentes localités au Kosovo et la prise en charge des besoins matériels des témoins et de leurs familles.

### **Des témoins sans protection**

Le Kosovo n'a toujours pas de loi sur la protection des témoins et, bien souvent, les juges et les procureurs n'utilisent pas les mesures qui sont à leur disposition. Le secret de l'identité des témoins aurait même été violés quelques fois par des représentants internationaux. Une dizaine de témoins clés ont été assassinés au Kosovo durant la dernière décennie dans des circonstances obscures. « Si les

témoins ne sont pas tués, alors ils sont isolés par la société qui les frappe d'un véritable ostracisme. Les menaces et les pressions les poussent parfois à prendre des décisions fatales », explique C.C. « Je ne serais jamais plus tranquille, j'en suis conscient. Maintenant, mon soucis, c'est surtout mes enfants. Partir ? Je ne pense pas que cela soit une solution. Eulex ne propose que la Bulgarie et le Monténégro comme pays d'accueil », soupire-t-il.

La police du Kosovo devrait rapidement se doter d'un département spécialisé pour la protection des témoins. « Une partie des futurs membres déjà sélectionnés de ce programme sont en formation en Grande-Bretagne », affirme Reshat Maliqi, directeur général de la police du Kosovo. « Comme partout, la protection des témoins et des victimes est un problème majeur mais, au Kosovo, c'est un grand problème de relocaliser les témoins, car c'est un très petit pays et tout le monde se connaît », explique un procureur international au Kosovo.

Le porte-parole d'Eulex, Anne Blanksma confirme que des enquêtes préliminaires ont été engagées sur la base des accusations présentées par le rapporteur du Conseil de l'Europe. « Je ne peux pas donner de détails sur les enquêtes préliminaires qui sont en train de se dérouler. Ce que je peux assurer, c'est que nos enquêteurs et nos procureurs sont en train de travailler selon les normes de l'UE », explique-t-elle. « On sait que des témoins ont été assassinés dans le passé. Désormais, nous sommes entrés dans une nouvelle époque, et nous pouvons leur offrir une protection. Eulex a un bon programme de protection des témoins », affirme Anne Blanksma, sans donner plus de précisions.

Pourtant, certains témoins ne cachent pas leurs inquiétudes, au regard des mesures prises par Eulex. « Aucun membre de ma famille n'est protégé, même s'ils ont demandé des mesures de sécurité », affirme A.A, témoin dans un procès pour crime de guerre contre des anciens membres de l'UÇK. « Personnellement, j'ai considéré qu'il était suffisant de porter un revolver avec la permission d'Eulex, car je ne voulais pas que ma maison soit sans cesse protégée par des blindés et des policiers d'Eulex. Je fait constamment attention, j'essaye de ne pas trop m'exposer », explique ce témoin qui affirme avoir été détenu, torturé et maltraité pendant plusieurs mois dans un centre de détention de l'UÇK en Albanie.

### **Nazim Bllaca, les aveux d'un ancien tueur**

En résidence surveillée, protégé par des caméras, des blindés d'Eulex et des dizaines de policiers spécialisés, Nazim Bllaca vit dans son village de Ribar i Madh, près de Lipjan/Ljipljan. C'est protégé par un gilet pare-balles qu'il s'est présenté il y a quelques jours comme témoin collaborateur à l'un de ces premier procès (lire notre article « *Meurtres politiques au Kosovo : « nous avons tué 600 personnes en un an »* »).

Installé dans sa demeure, il explique qu'il avait lui-même été chargé jadis de menacer, de harceler et d'intimider les personnes qui devaient témoigner dans des procès contre d'anciens commandants de l'UÇK menés au TPIY de la Haye. Entré en conflit avec ses chefs pour une affaire d'honoraires impayés, Nazim Bllaca

déclare avoir quitté le Kosovo en 2007 pour se réfugier en Croatie pendant deux ans. « Au lieu de me payer, ils m'ont d'abord demandé de quitter le Kosovo, puis ils ont essayé de me tuer », confesse l'ancien agent qui, dès son retour au Kosovo en 2009, se serait caché durant six mois dans les bois avant de choisir de livrer ces aveux en public. « Certains me qualifie de réformateur, mais je suis en réalité un petit exécuter criminel qui veut dévoiler qui sont les grands commanditaires des crimes commis au Kosovo », poursuit-il. Selon lui, aujourd'hui encore, le silence des témoins pourrait se négocier en échange de quelques centaines de milliers d'euros. « Je connais leur méthode, mais c'est pour ma famille que j'ai peur. J'ai la conscience tranquille et je suis plus calme que jamais. J'ai été contraint à envoyer mon fils à l'étranger pour des raisons de sécurité, et les autres membres de ma famille n'ont aucune protection » » affirme Nazim Bllaca. « Quand on sait qu'ils ont même des connexions au sein de la police et probablement dans la mission Eulex, il faut être très courageux pour accepter de témoigner dans ce pays », conclut-il.

Des membres de la police du Kosovo (KPS) ont refusé dernièrement de prêter main-forte à leurs collègues européens lors de l'arrestation du directeur régional de la police du Kosovo à Prizren, Nexhmi Krasniqi, soupçonné d'avoir commis des crimes de guerre contre des civils serbes et albanais pendant la guerre.

Selon Human Rights Watch, les menaces contre les témoins ont notamment été encouragées par les propos du Premier ministre Hashim Thaçi, immédiatement après la publication du rapport de Dick Marty. Hashim Thaçi avait déclaré qu'il connaissait les noms des personnes qui avaient collaboré avec Dick Marty et qu'il allait rendre publics leurs noms. Amanda McRae, de l'équipe des enquêteurs de HRW, affirme que le problème des témoins est toujours actuel au Kosovo. « Toute enquête menée sur la base des accusations de Dick Marty doit avoir comme priorité majeure la protection des témoins. La déclaration du Premier ministre Thaçi est une menace directe contre les témoins », estime-t-elle.

« Human Rights Watch n'a pas enquêté sur les accusations spécifiques de trafic d'organe contenues dans le rapport de Dick Marty, mais nous considérons ce rapport comme sérieux et crédible. Les données du rapport, surtout sur les personnes disparues, sont conformes à celles que nous avons obtenues et aux recherches intensives menées pendant et après la guerre », souligne Amanda McRae, en rappelant que son organisation réclame que l'enquête soit menée par une structure indépendante, qui pourrait assurer une protection des témoins, des documents et des interprètes.